



BIODIVERSITÉ ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES EN EUROPE ET ASIE CENTRALE

Principaux messages de l'évaluation IPBES

Plus de 120 experts internationaux issus de 36 pays ont évalué l'état des connaissances sur la biodiversité en Europe et en Asie centrale, tirant des informations de près de 4 000 sources : travaux scientifiques, rapports techniques et savoirs traditionnels et locaux. Les conclusions-clés rassemblées dans le « Résumé pour décideurs » visent à orienter les décisions relatives aux politiques publiques et aux actions du secteur privé et des citoyens en faveur de la préservation de la biodiversité. Elles ont été approuvées le 24 mars 2018 par la 6^e Plénière de l'IPBES et ses 129 États membres. La FRB en retire ici six messages synthétiques.





La région Europe-Asie centrale

L'IPBES a découpé le monde en quatre grands ensembles géographiques en s'appuyant sur un découpage des Nations unies. La région Europe-Asie centrale s'étend sur 31 millions de km² et comprend 54 pays de tailles très différentes, présentant des systèmes de gouvernance, des cultures, des économies et des écosystèmes particulièrement variés. Les mers et océans de la région sont également caractérisés par des températures, des courants, des disponibilités en nutriments et des profondeurs très divers.



Répartition spatiale des unités d'analyse d'Europe et Asie centrale et autres éléments importants de la couverture terrestre. Source : IPBES

DÉFINITION

CONTRIBUTIONS DE LA NATURE AUX POPULATIONS

Le terme de **contributions de la nature aux populations*** englobe à la fois les services rendus par les écosystèmes, ou **services écosystémiques**, mais aussi la manière dont les **communautés autochtones** et

locales perçoivent leur relation avec la nature. Prenons l'exemple de l'agriculture : selon les cultures, elle peut être envisagée comme une activité économique mais peut également être liée à la spiritualité

* Concept introduit par l'IPBES en 2018, il fait l'objet de discussions au sein de la communauté scientifique, car une partie de celle-ci souhaite privilégier le concept de services écosystémiques, largement utilisé dans la littérature scientifique et appartenant au vocabulaire des politiques de biodiversité de nombreux pays.

(c'est par exemple le lien de certaines communautés d'Amérique latine avec la *Pachamama*, la Terre-Mère), un aspect que la notion de **services écosystémiques** reflète peu.

Les contributions de la nature **peuvent être bénéfiques ou préjudiciables aux individus**, selon le contexte culturel : le rôle de certains carnivores dans des écosystèmes peut à la fois être perçu comme positif, en régulant la population d'herbivores, ou

comme négatif, en menaçant le bétail. On distingue plusieurs **grandes catégories de contributions de la nature aux populations** :

- contributions régulatrices : régulation de la qualité de l'eau, de l'air, du climat, etc.
- contributions matérielles : approvisionnement en énergie, en aliments, etc.
- contributions immatérielles : éducation et connaissance, loisirs, etc.

DÉFINITION

BIOCAPACITÉ & EMPREINTE ÉCOLOGIQUE : DE PRÉCIEUX INDICATEURS

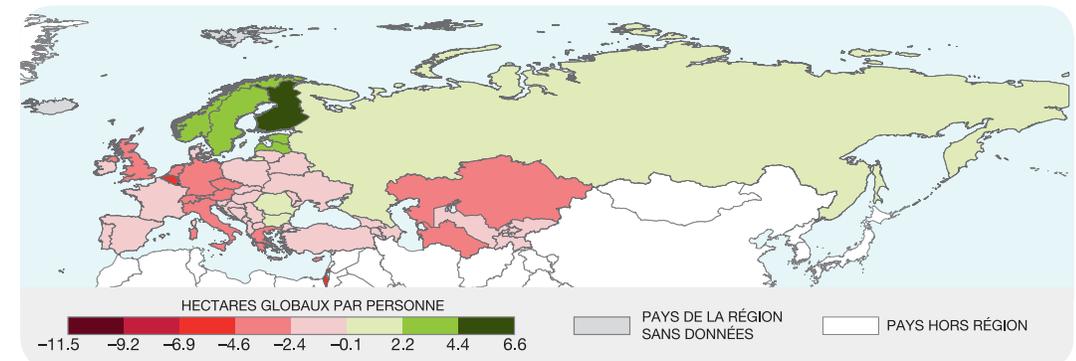
L'**empreinte écologique** quantifie la surface nécessaire pour produire, de manière durable, les ressources biologiques que l'on consomme (pour se nourrir, se vêtir, équiper nos maisons, nous déplacer, etc.).

La **biocapacité** fait référence à la capacité d'une certaine zone et de ses écosystèmes à générer un approvisionnement continu de ressources (nourriture, fibres et bois) et à en absorber les déchets.

La soustraction de la première à la seconde permet de déterminer si l'on consomme davantage que ce que nos écosystèmes peuvent fournir. En utilisant de façon excessive les ressources renouvelables locales, ou bien en les important massivement depuis d'autres continents, nous sommes en **déficit**.

- **5,1 ha (4,7 ha pour un Français)**
= empreinte écologique d'un habitant d'Europe de l'Ouest
- **2,2 ha (2,7 ha pour un Français)**
= empreinte écologique d'un habitant d'Europe de l'Ouest permettant un renouvellement naturel des écosystèmes = biocapacité par habitant en Europe de l'Ouest
- **2,9 ha (2 ha pour un Français)**
= déficit par habitant d'Europe de l'Ouest

Autrement dit, la consommation d'un européen entraîne l'importation de ressources naturelles occupant 2,9 ha de terres hors des frontières. L'UE importe principalement des denrées et ressources naturelles d'Amérique du Sud et, dans une moindre mesure, d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Est, d'Afrique sub-saharienne, de Chine et d'Asie du Sud-Est.



Différence entre la biocapacité et l'empreinte écologique dans la région. Le rouge indique un déficit tandis que le vert signale un excédent. Source : IPBES

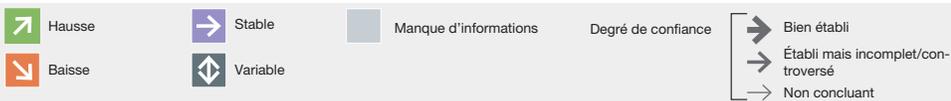
1 CERTAINES CONTRIBUTIONS DE LA NATURE SONT FAVORISÉES AU DÉTRIMENT D'AUTRES

• La perte continue de biodiversité est à l'origine de la dégradation des contributions de la nature. Celles-ci dépendent étroitement des différents niveaux de biodiversité et des liens entre eux : la diversité génétique (différences des individus au sein d'une même espèce), la diversité spécifique (différences entre les espèces), et celle des écosystèmes et des paysages (différences entre les assemblages d'espèces végétales et animales). Une biodiversité appauvrie

diminue considérablement la capacité des écosystèmes à s'adapter aux changements.

• Au cours des dernières décennies, certains services d'approvisionnement, en aliments et en énergie, ont été privilégiés au détriment d'autres, notamment des services de régulation, tels que la formation des sols, la régulation des inondations, la quantité et la qualité des eaux douces, la pollinisation, le maintien d'une diversité d'espèces et de milieux ou encore les expériences culturelles associées à la nature. Plus de 50% des services écosystémiques identifiés (voir tableau), essentiellement les services de

		WE	CE	EE	CA	ECA
CONTRIBUTIONS RÉGULATRICES	Maintien des habitats	↘	↘	↘		↘
	Pollinisation	↘	↘	↘		↘
	Régulation de la qualité de l'air	↕	↗	↗	↕	↗
	Régulation du climat	↗	↕	↗	↕	↕
	Régulation de l'acidification des océans					↕
	Régulation de la quantité d'eau douce disponible	↘	↕	↘	↘	↘
	Régulation de la qualité de l'eau douce	↘	↘	↘		↘
	Formation et protection des sols	↘	↘	↘	↘	↘
	Régulation des inondations côtières et fluviales	↕	↘	↘	↕	↘
	Régulation des organismes (élimination des carcasses)	↗	↕	↗	↗	↗
CONTRIBUTIONS MATÉRIELLES	Alimentation	↗	↗	↗	↗	↗
	Carburants issus de la biomasse	↗	→	→		↗
	Matériaux (bois et coton)	→	→	→	→	→
CONTRIBUTIONS IMMATÉRIELLES	Apprentissage à partir des savoirs traditionnels et locaux	↘	↘	↘	↘	↘
	Expériences physiques et psychologiques	↕	↘	↘		↕
	Identités					↕



Tendances pour les contributions de la nature aux populations humaines (1960-2016) dans la région Europe-Asie centrale (ECA) et dans les sous-régions (WE = Europe de l'ouest, CE = Europe centrale, EE = Europe de l'est, CA = Asie centrale). Source : IPBES

régulation et les services socio-culturels, ont diminué entre 1960 et 2016. Ce phénomène est corrélé à un appauvrissement très important de l'environnement naturel.

• Les services écosystémiques, en particulier la disponibilité en eau, ne sont pas répartis de manière équitable dans la région. Ils doivent être gérés en fonction des enjeux locaux.

Zoom sur les aires protégées

→ 90 % de la population européenne en dépend pour l'eau potable.

→ Elles couvrent 10,2 % de la région et englobent de plus en plus de zones clés pour la biodiversité. Malgré ce succès, elles ne peuvent seules empêcher la perte de biodiversité. Elles ne sont par exemple pas suffisantes pour préserver les espèces migratrices, telles que l'antilope saïga, dont les territoires sont bien plus vastes que la superficie des aires protégées. Il en est de même pour les espèces les plus sensibles aux températures, comme celles des milieux d'eau douce et des steppes arides.

→ Les changements climatiques affectent également les aires protégées.



L'antilope saïga vit dans les steppes et régions semi-désertiques de Russie et d'Asie centrale.

© Pixabay

2 LES PRINCIPALES MENACES ACTUELLES ET FUTURES SUR LA BIODIVERSITÉ

• L'exploitation toujours plus intensive des champs et des forêts

De 1980 à 2013, le nombre d'oiseaux communs en milieu agricole a diminué de 57 % en raison de la perte d'éléments naturels dans les paysages, tels que les haies, de l'homogénéisation des habitats et des cultures et d'une utilisation accrue de pesticides et d'engrais. Les changements d'utilisation des terres, pour l'agriculture ou le développement urbain, constituent le principal facteur direct de perte de biodiversité.

• L'extraction croissante des ressources - gaz, pétrole, minéraux - qui s'étend aujourd'hui jusqu'à la haute mer

Elle fragmente les habitats et empoisonne les espèces (pollution de l'eau et de l'air). Certains polluants, tels que les métaux lourds, ont diminué grâce aux réglementations mais d'autres, tels que les pesticides et les perturbateurs endocriniens, sont toujours utilisés ou persistent dans l'environnement.

• L'augmentation du nombre d'espèces exotiques envahissantes, déstabilisant de nombreux écosystèmes

• L'augmentation du climat de la région de 1 à 3 °C plus chaud en moyenne entre 2041 et 2060 par rapport à 1986-2005 (augmentation plus importante dans le nord)

De nombreuses espèces ne sont pas capables de migrer ou ne s'adaptent pas assez

rapidement. Le risque d'événements climatiques extrêmes comme les sécheresses et les tempêtes est accru. L'augmentation des risques d'incendie et d'inondation affecte déjà la biodiversité.

• L'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer provoquées par le changement climatique

Les émissions de gaz à effet de serre issues de la croissance économique mondiale (production industrielle, déforestation pour l'alimentation, transport des marchandises) sont le principal moteur du changement climatique et affectent également les espèces marines.

3 LES ESPÈCES DISPARAISSENT ET LES HABITATS SE DÉGRADENT

• Dans l'Union européenne, 27 % des espèces marines et 66 % des types d'habitats marins

évalués présentent un état de conservation défavorable.

• La situation sur terre n'est pas meilleure : 42 % des espèces animales et végétales terrestres étudiées ont décliné au cours de la dernière décennie. 66 % des habitats ont un statut de conservation défavorable et leur état continue de se dégrader pour 29 % d'entre eux.

• En Europe et en Asie centrale, la surface occupée par des zones humides a été réduite de moitié depuis 1970. Les prairies naturelles et semi-naturelles, les tourbières ainsi que les habitats marins côtiers ont été dégradés.

• Au moins 37 % des poissons d'eau douce et 23 % des amphibiens sont menacés d'extinction.

• De nombreux habitats et espèces ne sont pas encore assez étudiés pour pouvoir déterminer leur état et ces chiffres pourraient donc être sous-estimés.



Zoom sur la valeur économique estimée pour les contributions de la nature aux populations, et principaux écosystèmes qui les fournissent



Régulation de la qualité des eaux : 1 965 \$US/ha/an
→ Rivières et zones humides comme les tourbières, qui filtrent l'eau



Régulation du climat : 464 \$US/ha/an
→ Forêts et prairies, qui stockent le carbone



Contributions immatérielles : 1 117 \$US/ha/an
→ Forêts, écosystèmes côtiers et nature en ville, sources de loisirs et de savoirs.



Régulation de la qualité de l'air : 289 \$US/ha/an
→ Arbres en milieu urbain, qui piègent les polluants de l'air



Entretien des habitats naturels : 765 \$US/ha/an
→ Zones humides, récifs et herbiers marins (étapes pour les espèces migratrices et lieux de reproduction de nombreux oiseaux, mammifères et poissons)



La pêche est à la fois une contribution matérielle (poisson) et immatérielle (loisir) de la nature aux populations. © Pixabay

4 ENRAYER LE DÉCLIN DE LA BIODIVERSITÉ, C'EST POSSIBLE

• Ces dernières années, des politiques et actions nationales ou internationales en faveur de la biodiversité ont contribué à inverser certaines tendances négatives.

Dans les eaux atlantiques et baltiques de l'Union européenne, le pourcentage de stocks de poissons surexploités est passé de 94 % en 2007 à 41 % en 2014, en raison de la diminution générale de la pression de la pêche. En mer du Nord, l'effort de pêche a diminué d'un quart entre 2000 et 2006.

• Des efforts de conservation ciblés ont été menés avec succès pour des habitats menacés et des espèces emblématiques en danger telles que le lynx ibérique et le bison d'Europe.

• La Directive oiseaux de l'Union européenne a permis d'améliorer les tendances sur le long terme pour les populations d'oiseaux protégés pour 40 % des espèces concernées, contre seulement 31 % toutes espèces confondues.

• Pour avoir une chance d'atteindre les objectifs nationaux et internationaux en

matière de biodiversité, il faudra intensifier les efforts de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité.

5 UNE TRANSFORMATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE EST NÉCESSAIRE

• Une croissance économique durable n'est possible que si elle est découplée du déclin de la biodiversité. La plupart des subventions publiques, actuellement fondées sur la productivité, encouragent des pratiques intensives et aggravent les changements d'usage des terres, au lieu de récompenser les pratiques fondées sur la sobriété et la durabilité.

• D'autres indicateurs que le PIB devraient mesurer le bien-être national, intégrant l'accès à l'emploi et l'égalité, la conservation de la biodiversité et la capacité de la nature à fournir des services aux humains.

• Une transformation sociétale à long terme, passant par la coopération internationale, est nécessaire pour des modes de vie plus économes en ressources.

6 NOTRE IMPACT S'ÉTEND AU-DELÀ DE NOS PROPRES FRONTIÈRES

Les habitants de la région Europe-Asie centrale consomment plus de ressources naturelles renouvelables que la région n'en produit.

Leurs économies dépendent des importations de denrées alimentaires (pour les humains) et de fourrage (pour le bétail), équivalentes à la récolte annuelle de 35 millions d'hectares de terres cultivées, soit la superficie de l'Allemagne.

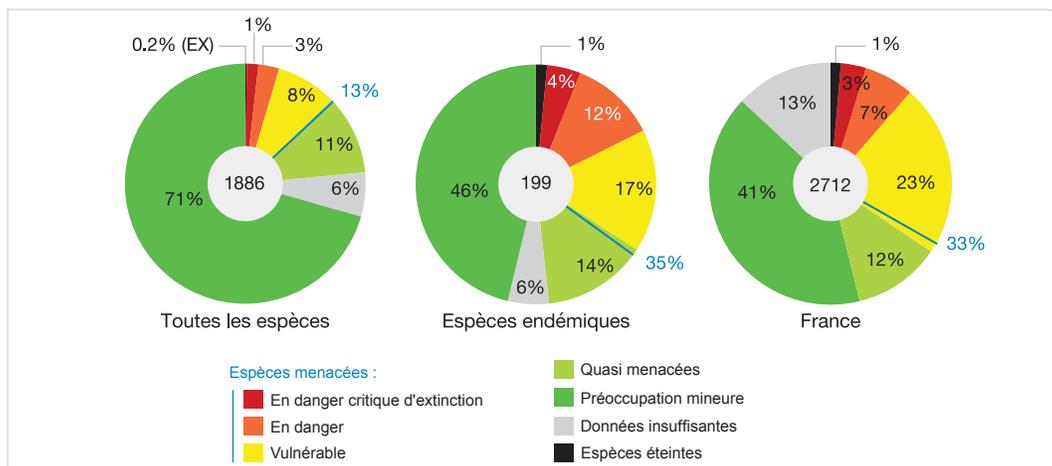
Par ces importations, nous déplaçons l'impact de notre mode de vie sur d'autres régions du monde. Ainsi, les 27 États membres de l'Union européenne sont responsables de 10 % de la déforestation annuelle hors de ses frontières.



Le bison d'Europe figure parmi les espèces emblématiques menacées de la région. © Pixabay

RISQUE D'EXTINCTION DES ESPÈCES, EN EUROPE DE L'OUEST ET CENTRALE

D'après la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN 2017, 2018), les espèces endémiques ou vivant en France ont un risque d'extinction plus élevé que le total des espèces pour la région.



Sources : Ipbès et UICN France

ATTEINDRONS-NOUS NOS OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

La mise en œuvre de mesures visant à assurer et à équilibrer les contributions de la nature aux populations permettrait d'atteindre une grande majorité des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Cependant, si les tendances actuelles devaient se poursuivre, la région Europe-Asie centrale n'atteindrait pas ses objectifs.